

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes*

Rhoda Reddock et Juliana S. Foster¹

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

Préambule

Cette série d'articles intitulée *L'impact de la crise sur les droits des femmes*, publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), expose les perspectives sous-régionales sur les impacts de la crise économique actuelle sur les droits des femmes. Ces analyses ont été développées par des spécialistes et des activistes des droits des femmes afin de promouvoir des débats sur les décisions prises en réaction à cette crise. La série présente également des études en profondeur (une analyse interrégionale, une étude portant sur le nouveau scénario mondial, et une étude des réponses à la crise depuis une perspective féministe).

Cette série d'analyses constitue une ébauche qui a pour but de contribuer à l'identification des défis, des réactions potentielles et de faire des propositions depuis la perspective des droits des femmes. Ces articles se basent sur différentes réalités et impacts que la crise a dans diverses régions du monde. Les analyses ont également pour but de contribuer à promouvoir des réactions face à la crise qui prennent en compte l'égalité des genres et les droits des femmes et de promouvoir une transformation intégrale du système international afin qu'il soit plus inclusif et démocratique. Différentes régions soulèvent des préoccupations semblables, ce qui reflète des défis communs en ce qui concerne les droits des femmes de par le monde.

* Original en anglais.

¹ Rhoda Reddock et Juliana S. Foster appartiennent à l'Université des Antilles, campus de Sainte Augustine, Trinité-et-Tobago. Juliana Sherma Foster a un master en Politique Sociale de l'institut d'études Sociales et Economiques de Sir Arthur Lewis, UWI Mona. Cette ressortissante de Sainte-Lucie espère promouvoir l'agenda de développement durable alors qu'elle continue sa carrière dans le planning du développement social et l'analyse politique. Actuellement elle applique ses connaissances au campus de Sainte Augustine de UWI comme assistante de recherche et conférencière à mi-temps.

La crise actuelle est une crise systémique, composée de plusieurs crises enchevêtrées: la récession économique mondiale, la crise du changement climatique, la crise des prix des aliments, et la crise énergétique. Toutes ces composantes contribuent à augmenter la pauvreté et l'inégalité dans différentes parties du monde, sans oublier les impacts du VIH. D'autre part, les traditionnelles relations de pouvoir entre acteurs internationaux sont en plein changement, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), ou « pays à revenu intermédiaire » assument la grande partie du pouvoir (le Brésil et la Chine sont devenus des créanciers des États-Unis, des investisseurs importants du Fonds Monétaire International et tous les deux détiennent l'une des plus importantes sources de réserve du monde). La situation actuelle, qui est le résultat d'un système capitaliste de libre marché agressif développé durant la dernière décennie, demande une remise en question des modèles de développement dominants ainsi que des solutions considérées alternatives.

La crise n'est pas nouvelle pour la plupart des pays en développement, ceux-ci ont dû faire face à des crises dans les années 70, 80, 90 et au début des années 2000. Par contre, la crise actuelle a atteint des proportions mondiales lorsqu'elle a affecté les économies hégémoniques et leur rôle à l'échelle mondiale. Elle a également mis en évidence l'interconnexion entre les diverses réalités auxquelles font face les pays au sein de la mondialisation.

La crise systémique impose un défi de taille aux gouvernements, aux donateurs et à tous les acteurs et actrices du développement ainsi qu'aux activistes et aux décideurs qui doivent réinventer le système à long terme et réduire les impacts négatifs à court et à moyen terme. C'est pourquoi, comme plusieurs le préconisent, la crise représente également une opportunité historique de faire preuve d'audace et de créativité pour ainsi tenter de réparer les torts qu'a causé le système néolibéral. Puisque la crise est maintenant le moteur qui influence de nombreux choix liés au développement (de la dimension locale à la globale), et qu'elle va déterminer les approches sur le développement durant les années à venir, le rôle des femmes et l'égalité des genres en tant qu'objectifs centraux ne doivent plus être négligés. Non seulement parce que les femmes sont parmi les plus lourdement touchées par les impacts de cette crise, mais également parce qu'elles constituent des acteurs clé du développement dans la plupart des communautés de la planète, par leur légitimité et parce qu'elles occupent une position vitale qui leur permet de proposer des approches efficaces dans le but d'atténuer les impacts de la crise, pour promouvoir le respect des droits humains, la soutenabilité environnementale et les engagements pour le développement au niveau mondial.

Pour la préparation à la Conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, du 24 au 26 juin 2009), le *Women's Working Group on Financing for Development* (WWG) a fait part des inquiétudes au sujet des impacts de la crise sur les droits des femmes², et a été très actif et engagé dans la promotion du rôle central de l'ONU en tant qu'institution légitime pour délibérer sur la crise depuis une approche multilatérale réellement inclusive.³

2 Voir l'énoncé: *The G20 committed to save the global economy at the cost of women*, 17 novembre 2008, 11e forum international de AWID à [http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/(language)/eng-GB)

3 *Women's Working Group on Financing for Development*, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>

Les solutions proposées par les mêmes acteurs qui ont causé la débâcle financière et économique sont inacceptables. Elles doivent être le résultat de processus où les gouvernements et la société civile puissent s'engager dans des dialogues enrichissants qui rendent la prise de décision plus adéquate aux besoins des personnes et plus respectueuse vis-à-vis des droits humains. La société civile et les gouvernements de tous les pays, dont ceux en développement, devraient être les acteurs centraux de ce processus de discussion sur la politique mondiale. Les espaces multilatéraux au sein de l'ONU sont les plus égalitaires et inclusifs du système international; ce sont aussi les seuls espaces de prise de décision qui assurent la participation des pays en développement et des acteurs provenant de la société civile.

Elles doivent s'appuyer sur des analyses qui permettent de déterminer l'influence des tendances sur les communautés et leur impact sur les femmes, ainsi que les différents territoires et groupes sociaux. Les réussites du développement social des deux dernières décennies, aussi limitées soient-elles sont actuellement en péril si l'essentiel des solutions face à la crise est uniquement porté sur la croissance de l'économie et un retour aux anciennes pratiques telles qu'on les connaît. C'est pourquoi les engagements face à la crise envers les droits des femmes et l'égalité des genres pris par les gouvernements et autres acteurs comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la plateforme d'action de Pékin en 1995 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être remis en question.

C'est dans cet esprit que les auteurs des articles de cette série ont accepté le défi d'étudier les réponses aux questions suivantes:

- Considérant la diversité des situations dans lesquelles vivent les femmes, quels sont leurs principaux défis dans votre sous-région dans le contexte de la crise actuelle?
- Pouvez-vous identifier des actions concrètes ou initiatives (réactions à la crise) qui ont déjà connu des répercussions négatives et/ou positives sur la vie des femmes?
- Est-ce que les groupes de femmes de votre région font face à une discrimination croissante en lien direct ou indirect avec la crise financière?
- Si les mesures de stimulation n'incluent pas la perspective des droits humains et de l'égalité, existe-t-il des alternatives permettant de réformer ces mesures afin de les inclure?
- Si les gouvernements ou organismes régionaux n'ont toujours pas mis en place des mesures de stimulation ou des interventions concrètes face à la crise : quel sera selon vous l'impact de la non-confrontation de la crise à moyen terme au niveau national et régional?
- Quels sont les potentiels impacts prévus pour les femmes de votre région dans le contexte d'une récession mondiale? Quelles sont les plus grandes faiblesses de la région en rapport avec la crise économique?
- La Commission Stiglitz de l'ONU⁴ et le G-20 essaient d'identifier les initiatives internationales qui ont pour but de réduire l'impact de la crise sur le développement. Croyez-vous que ces initiatives mondiales prennent en considération les défis auxquels les femmes sont confrontées?
- Quelles sont les façons d'aider les femmes de votre région face à la crise?

⁴ Voir l'énoncé de *Women's Working Group on Financing for Development Statements* sur la Commission Stiglitz à [http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/(language)/eng-GB) et les recommandations Stiglitz à <http://www.un-ngls.org/spip.php?page=cfr>

L'analyse des réponses à la crise requiert une nouvelle compréhension du rôle de l'État et de comment ce nouveau rôle affecte les femmes, en particulier par le biais de l'actuelle crise de l'économie de soins, (en relation avec le rôle clé de reproduction que jouent les femmes soutenant ainsi le système économique actuel à leur propre péril), mais également par rapport au risque qu'encourt le travail décent. Lorsque le rôle de l'État était réduit, une quantité de fonctions sociales, comme la santé, les soins aux enfants et l'éducation, étaient assurées par les femmes, habituellement ceci venait s'ajouter à leur travail rémunéré. Par conséquent, les femmes ont assumé les conséquences de la réduction de l'État, de façon disproportionnée, en particulier parce qu'elles assurent l'accomplissement de droits économiques et sociaux (tels que l'hébergement, la santé et l'éducation).⁵

Si une nouvelle ère post néolibérale est en train d'émerger, le nouveau système international devrait se construire sur la base des expériences communautaires, nationales, régionales et mondiales des différents acteurs du développement et à partir des demandes des droits des femmes. Cette lutte de longue haleine devrait faire l'objet d'une réinterprétation et être vastement communiquée afin de promouvoir des réponses alternatives à la crise.

Aujourd'hui, nous demandons des réactions holistiques à la crise systémique. Dans ce sens, nos propres efforts (parmi les mouvements et organisations de femmes) pour créer des discours alternatifs et avoir une influence sur le système international, devront se baser sur différents types de connaissances (informelles et formelles). Notre discours alternatif doit également se baser sur une approche holistique/transversale, en assurant un espace d'expression pour les groupes les plus exclus et en promouvant une transformation profonde du système en crise.⁶

L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Copyright ©L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Octobre, 2009

Auteurs: Reddock et Juliana S. Foster

Coordination: Cecilia Alemany

Édition: Christine Blais

Traduction: Victoria Whitelaw

Édition: Elodie Martinez

Production: Michele Knab

Conception et disposition: Miriam Amaro (sicdos.org.mx)

⁵ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

⁶ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

1. Introduction

Dès la moitié de l'année 2008, la crise financière mondiale a suscité une attention planétaire dans un climat de désarroi croissant. La crise des sub-primes aux Etats-Unis - causée par des opérations d'initiés et des profits⁷ abusifs et encouragée par l'échec quasi-total des règlements - a servi de point de basculement⁸. Cette crise marque l'effondrement d'une période de néolibéralisme - connu comme le « consensus de Washington »⁹ - qui a contribué à augmenter l'inégalité entre les pays et au sein même de ceux-ci. Le néolibéralisme est un système économique et idéologique caractérisé par la prééminence d'un marché autorégulateur et par la croyance dans la théorie de la redistribution de la richesse appelée le « ruissellement ». Le néolibéralisme a eu comme conséquence l'élimination des obstacles (c.-à-d. des règlements) de la mobilité des capitaux, l'affaiblissement des syndicats et la réduction des dépenses publiques pour les services sociaux.

Les politiques néolibérales, présentées dans les Caraïbes comme les Programmes d'ajustement structurel (SAP, sigle anglais pour Structural Adjustment Programmes) pendant les années 80, ont pratiquement détruit dans son entièreté le secteur agricole¹⁰ de toute la région et le secteur de production industrielle dans quelques pays spécifiques, et ce en seulement dix ans. Les féministes Joan French (1994) et Peggy Antrobus (2004:70-76), provenant des Caraïbes, ont critiqué ces politiques, et ont transposé dans plusieurs documents les impacts spécifiques de ces politiques sur les femmes les plus défavorisées. Par exemple, Antrobus et French soulignent de manière spécifique l'impact de la diminution des dépenses publiques pour la santé et le bien-être social des femmes.

Les pays développés - entre autres, les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, et le Royaume-Uni - ont ressenti plusieurs impacts de la crise. Ces impacts se sont traduits par

des pertes d'emplois importantes, un accès restreint aux prêts/crédits, des saisies immobilières et un déclin du commerce mondial. En réponse à ces impacts, ces pays ont adopté des plans de relance, une option que la majorité des pays du sud, y compris ceux des Caraïbes (excepté Trinité-et-Tobago, producteur de pétrole et de gaz), n'ont pas. Les gouvernements ont créé, en conséquence, des plans de relance.

Ces développements ont, cependant, des conséquences graves pour les économies des Caraïbes. Pendant les vingt dernières années, la dépendance de leurs économies aux marchés du Nord a augmenté: dans le cas de Trinité-et-Tobago, les pays du Nord constituent le principal marché pour leur énergie¹¹ par exemple, alors que plusieurs îles dépendent des clients et des investisseurs du Nord pour le tourisme¹² et les services financiers offshore. Les économies des Caraïbes dépendent également des pays du Nord pour l'achat de leurs matières premières¹³ et de leurs produits manufacturés. La prééminence du secteur des services - en ce compris le tourisme, les opérations bancaires offshore, et l'informatique - suit le déclin de leurs secteurs de production (voir le tableau 1 ci-dessous pour des données sur les économies des pays des Caraïbes).

⁷ Y compris des actions, des matières premières, des logements, et des produits dérivés.

⁸ Pantin, Dennis, 14 avril 2009.

⁹ Décrit par l'économiste, Kari Levitt (Levitt, 2005: xxii3), comme du « fondamentalisme de marché ».

¹⁰ Plus spécifiquement, un traitement préférentiel pour les exportations traditionnelles comme les bananes et la canne à sucre.

¹¹ Trinité-et-Tobago, avec ses secteurs du pétrole et du gaz naturel est le premier bénéficiaire de l'IDE dans les Caraïbes.

¹² Dans toute la région, les pays de destination ont ressenti une baisse de touristes et de dépenses touristiques, de même qu'un arrêt dans la construction de nouvelles installations touristiques.

¹³ L'industrie de la bauxite en Jamaïque a été particulièrement touchée à cause du retrait des investissements étrangers directs.

Carte des îles des Caraïbes

Les Caraïbes¹⁴ fait référence aux pays se trouvant à l'intérieur et autour de la mer des Caraïbes. Ces pays partagent une histoire coloniale semblable, leurs économies étaient basées sur l'esclavage et les plantations. Ces pays incluent : Les Bahamas, la Barbade, le Belize, Haïti, la Guyane, la Jamaïque, le Surinam, Trinité-et-Tobago et des Etats plus petits (ou micro) d'OECS/ECCU¹⁵ (Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Montser-

rat, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines). Les départements d'outremer français, britanniques et des Etats-Unis sont également inclus: La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française, Saint Martin, Aruba et les Antilles néerlandaises (Bonaire, Curaçao, Saba, Sint Eustatius, Sint Maarten); les Îles Vierges des Etats-Unis et Porto Rico; Anguilla, les Iles Vierges britanniques, et les Turques-et-Caïques; et les îles de langue espagnole de la République Dominicaine et de Cuba.

Figure 1.¹⁶



En soulignant les conséquences sociales de la crise à travers le monde, le Comité pour l'élimination des discriminations à l'égard des Femmes (CEDAW, sigle anglais pour Committee on the Elimination of Discrimination against Women) s'est mobilisé pour signaler l'impact de genre potentiel que pourrait provoquer la crise en attirant l'attention sur son

¹⁴ Voir donnée 1 en bas pour carte des Caraïbes.

¹⁵ OECS/ECCU (Organisation des Etats des Caraïbes orientales/Union douanière des Caraïbes orientales) est l'organisation des plus petits Etats de langue anglaise de la région.

¹⁶ Source: CaribbeanWorldAtlas.com

Tableau 1: Développement humain et activités économiques des hommes/femmes dans les pays des Caraïbes sélectionnés

Position dans l'IDH	Pays	PIB par capital PPP \$US 2005	Taux de chômage				Emplois par secteurs d'activités (2005)					
			Personnes au chômage (en millier) 1996-2005	Total (% des forces de travail) 1996-2005	Femmes (% des forces de travail masculines) 1996-2005		Agriculture		Industrie		Services	
							Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
31	Barbade	17,297	14	9.8	118	3	4	8	26	78	62	
49	Bahamas	18,380	18	10.2	122	(.)	6	5	30	94	64	
51	Cuba	6,000	88	1.9	129	10	28	14	23	76	50	
54	Saint-Christophe-et-Nièves	13,307	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
57	Antigua-et-Barbuda	12,500	-	-	-	3 (c)	5 (c)	7 (c)	29 (c)	87 (c)	63 (c)	
59	Trinité-et-Tobago	14,603	50	8.0	190	2	10	14	37	84	53	
71	Dominique	6,393	3	11.0	80	14	41	10	24	72	40	
72	Sainte Lucie	6,707	13	16.4	164	9	14	11	23	62	45	
79	République dominicaine	8,217	716	17.9	254	2	23	15	24	83	53	
80	Belize	7,109	12	11.0	230	6	37	12	19	83	44	
82	Grenade	7,843				10	17	12	32	77	46	
83	Suriname	7,722	12	14.0	200	2	8	1	22	97	64	
93	Saint Vincent et les Grenadines	6,568				8	27	72	46			
97	Guyane	4,508	-	-	-	16	34	20	24	61	42	
101	Jamaïque	4,291	130	10.9	207	9	25	5	27	86	49	
146	Haïti	1,663	-	-	-	37	63	6	15	57	23	

Source: PNUD Rapport sur le développement humain 2007/2008 Tableau 21 Chômage et travail informel dans les pays hors OECD, p. 229-301, Tableau 31 Inégalité de genre dans les activités économiques p. 338-341 et Tableau 1 Indice de Développement Humain p. 229-232

impact sur la « réalisation complète des droits humains des femmes et des filles dans le monde entier¹⁷ ». Le Comité a identifié comme effets probables de la crise sur les femmes et les filles les éléments suivants: le chômage, l'augmentation des responsabilités professionnelles et familiales, la baisse de revenu et l'augmentation potentielle de la violence sociale et familiale contre les femmes¹⁸. Seguino (2009) a fortement soutenu ces réclamations dans son analyse de la crise.

L'impact sexospécifique de la crise (ayant des implications similaires et différentes pour les femmes et les hommes), informe sur l'analyse des réactions de cette crise dans la région. Ce document examine également les réactions des organisations de femmes de la région et fait des recommandations et des suggestions concrètes sur le chemin à suivre dans les Caraïbes.

2. Le travail des femmes dans les Caraïbes

Les femmes des Caraïbes ont travaillé hors de leur foyer depuis la période de l'esclavage. Cette période a été suivie du système de travail des engagés¹⁹ où les femmes étaient également des ouvrières de plantations. Lorsque les économies des Caraïbes, influencées par l'idéologie colonialiste interne (Reddock, 1988), ont délaissé leur production agricole, le taux d'activité des femmes a commencé à diminuer au cours du 20^e siècle. Bien que leur taux d'emploi (comme le montre le tableau 1) reste moins élevé que celui des hommes, les femmes bénéficient de manière générale du droit au travail salarié. Stephanie Seguino a observé qu'en dépit d'un niveau d'éducation supérieur aux hommes, les femmes des Caraïbes ont « ... presque deux fois plus de chance d'être au chômage que les hommes » (Seguino, 2003 : 1). Cependant, Seguino a observé que dans la région il existe un nombre élevé de femmes chefs de famille et une grande dépendance à l'égard du travail sala-

rié pour subvenir aux besoins des enfants et des autres membres de la famille. Beaucoup de femmes émigrent également afin de soutenir leurs familles.

Les activités économiques dans les Caraïbes liées au tourisme, aux opérations bancaires offshores, et à la fabrication dépendent fortement du travail des femmes et offrent souvent des perspectives d'emploi peu sûres. Les activités de traitement pour l'exportation ont diminué considérablement en raison du taux de salaire relatif plus élevé dans cette région, bien que l'activité se soit poursuivie beaucoup plus longtemps à Haïti (où le déclin s'est tout de même produit finalement).

Les femmes se trouvent face à la difficulté de devoir combiner le travail salarié et les responsabilités familiales. Une étude réalisée par l'OIT en 2005 sur Trinité-et-Tobago, par exemple, montre que le conflit travail/famille pose un problème croissant dans le pays. Cette étude suggère que les défis de combiner le travail et la famille ont toujours existé, cependant ils ont pris de nos jours de nouvelles formes (Reddock et Bobb-Smith, 2005:106). Certaines des raisons de ce phénomène s'expliquent notamment par: le processus général d'urbanisation et le déclin des relations au sein de la communauté; les demandes croissantes du lieu de travail; l'absence des membres de la famille pour fournir les soins aux enfants et pour soutenir la famille; et la non-synchronisation des heures de travail avec les heures d'école (Reddock et Bobb-Smith, 2005:106). Ces défis se sont intensifiés dans le cadre de la crise financière.

Il y a un risque de voir la tension et la violence domestique s'accroître au sein des foyers,

¹⁷ Communiqué de presse des Nations Unies, le 6 février 2009.

¹⁸ Communiqué de presse des Nations Unies, du 6 février 2009.

¹⁹ L'immigration des engagés a eu lieu après la fin de l'esclavage et implique des travailleurs de l'Inde, de la Chine, de l'Indonésie, des africains libres, et Madère. Ces travailleurs étaient liés pour une période à durée déterminée, généralement de 3 à 5 ans.

car les femmes doivent constamment trouver un équilibre entre le travail et la vie familiale et doivent faire face à la réduction de l'aide financière apportée par les hommes (car eux aussi doivent faire face aux déboires économiques dus à la crise).

Tandis qu'au sein de la classe moyenne, les femmes instruites arrivent à mieux faire face à cette situation, car elles sont mieux représentées dans les secteurs professionnel et public et qu'elles constituent 65% des diplômés universitaires²⁰, les ouvrières ont moins d'offres d'emploi et ont tendance à être concentrées dans le secteur des services, le secteur non formel et, de plus en plus, dans le secteur de la sécurité.

3. Les impacts de la crise sur l'égalité des genres dans les Caraïbes

Les effets de la crise ont été instantanés. Des sociétés nationales et régionales implantées depuis longtemps - telles que la banque Stanford d'Antigua-et-Barbuda, le groupe financier C.L. et la compagnie d'assurance CLICO - ont fait faillite. Ces banqueroutes ont, non seulement affecté l'épargne et les polices d'assurances de femmes et d'hommes ordinaires, mais elles ont également affecté l'économie dans son ensemble. Nous notons qu'un grand nombre de femmes ont été employées, à différents niveaux, dans ces institutions et que certaines, faisant partie de la direction de ces sociétés, ont bénéficié de rémunérations exorbitantes.

Le Conseil monétaire de la banque centrale des Caraïbes Orientales (ECCB, sigle anglais pour Monetary Council for the Eastern Caribbean Central Bank) a signalé un resserrement des conditions monétaires et de crédit dans l'Union monétaire des Caraïbes Orientales (ECCU, sigle anglais pour Eastern Caribbean Currency Union) à la fin du cycle 2008²¹ et que « les perspectives de croissance pour les économies de l'ECCU continueront à être

affectées négativement en raison de l'immobilité des développements mondiaux, puisque les activités avec leurs principaux pays partenaires commerciaux continuent à ralentir et à se contracter en 2009 » (Lesroy Williams, 2009). Des pertes d'emplois ont déjà été enregistrées dans toute la région dans les domaines des télécommunications, l'hôtellerie et le tourisme, la production et les médias; la production de bauxite en Jamaïque et d'énergie et d'alumine à Trinité-et-Tobago ont également été affectées.

Les ministres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) qui font face à la crise ont observé que les plus importants projets d'investissement « ont été suspendus en Jamaïque, aux Bahamas, à Sainte-Lucie, à l'Anguilla, et à Grenade » et que « des conditions de resserrement du crédit et une croissance réduite vont affecter négativement le revenu des gouvernements et en fin de compte leur capacité d'atteindre leurs objectifs politiques dont l'amélioration des services de santé, de l'éducation, et de l'établissement de filets de sécurité pour les plus vulnérables » (Caribbeanwriter, 2009)²².

Bien qu'il n'y ait pas encore de données spécifiques quant à l'impact de la crise sur les femmes, dès 2008 certaines prévisions ont été données²³. Par exemple, on a signalé qu'en raison de la crise économique, le taux de chômage dans la zone des Caraïbes allait augmenter de 7,5%, au cours de la dernière année, jusqu'à 7,8 % et 8,1%. Dans le cas de la Jamaïque, cela représente des milliers de pertes d'emplois pour la fin 2008. Lors d'un entretien accordé au Jamaica Gleaner, Oscar Ramjet²⁴ a affirmé que les femmes étaient cel-

²⁰ Les diplômés universitaires constituent une part croissante de la population, mais restent néanmoins une minorité.

²¹ Commentaire réalisé par le Dr. Errol Cort, Ministre des Finances d'Antigua et Barbuda.

²² Commentaire réalisé par Tillman Thomas, Premier Ministre de Grenade.

²³ Caribdaily, 30 janvier 2009.

²⁴ Correspondant Spécial du Caribbean Net News.

les qui exprimaient leur désir de travailler (Caribbean Net News 2009). Les femmes sont également parmi les immigrés les plus affectés par la crise dans le nord, car elles perdent leur travail et leur maison (hypothèque) et, dans certains cas, elles doivent retourner dans leur pays d'origine²⁵.

Selon l'ONU, on s'attend à ce que la croissance dans la région des Caraïbes soit d'environ 2,3% (selon le rapport du CMC du 20 janvier 2009). La crise menace les tendances positives dans le domaine de l'emploi observées durant les dernières années. En 2008, l'OIT avait prévu une rapide croissance du chômage qui devrait encore s'empirer en 2009 (Mohideen, 2009). Même s'il n'existe pas de données spécifiques par secteur pour les Caraïbes, il est certain que les femmes, qui constituent la majorité des employés à bas salaires dans le secteur des services, seront parmi ceux qui perdront leur emploi.

La récession aux États-Unis a réduit les opportunités de travail pour les immigrés (en ce compris les femmes), affectant de ce fait le volume des transferts de fonds. À cause de la crise, immigrer n'est plus une solution aux problèmes économiques de la région. Ceci produit des impacts aussi bien au sein des foyers que sur l'économie dans son ensemble, car les transferts de fonds constituent une part significative du revenu national dans certains pays des Caraïbes: ils constituent 12% ou plus du revenu national de la Guyane, d'Haïti, et de la Jamaïque (McClatchy, 2009). La diminution des transferts de fonds pourrait avoir plusieurs impacts sur les enfants et sur les autres personnes qui dépendent des immigrés et des fournisseurs de soins, ayant pour conséquence la paupérisation des foyers, la malnutrition, l'absentéisme scolaire, et une mauvaise prise en charge des enfants.

Il a été suggéré que, puisque les immigrés issus des Caraïbes ne travaillent pas dans les secteurs les plus affectés dans les premières phases de la crise, les effets de la diminution

des transferts de fonds ne se feraient pas ressentir aussi vite qu'en Amérique Latine²⁶. La Banque interaméricaine de développement (BID, sigle espagnol pour Banco Interamericano de Desarrollo) signale que les transferts de fonds vers les foyers auront diminué en 2008 de 1,7% par rapport à la même période en 2007. Cependant, le BID prévoit que les flux de transferts de fonds – ainsi que la viabilité de l'immigration en tant qu'option économique – se rétabliront lorsque l'économie mondiale se redressera²⁷.

Malheureusement, certaines organisations profitent de la crise « pour rationaliser » les effectifs même quand elles n'ont pas encore été affectées directement par la crise. Les syndicats de Trinité-et-Tobago notent que de manière de plus en plus généralisée, les femmes enceintes sont les premières à être licenciées²⁸. Cela est totalement contraire à la Loi sur le congé de maternité de ce pays.

On compte, parmi d'autres conséquences, les impacts de la réduction des prêts et les compressions budgétaires dans le secteur public qui peuvent potentiellement affecter l'éducation, les repas scolaires, le transport public, la santé publique, et les contributions pour la sécurité sociale. La réduction de l'aide internationale pourrait survenir comme conséquence des compressions budgétaires des agences et de leurs programmes en matière de santé et d'éducation. Par exemple, il semblerait que le Fonds mondial de lutte contre le SIDA et le CRN + (Réseau régional des Caraïbes plus et le Réseau Régional des Caraïbes pour les Personnes Vivant avec le HIV et le SIDA) doivent maintenant faire face à des problèmes financiers et pourraient même cesser de fonctionner.

²⁵ Les impacts des Caraïbes, Caribbean Affairs, 2009.

²⁶ Propos exprimés par le Dr. Wesley Hughes PIOJ Jamaica (SC Admin 2008).

²⁷ IADB, 2008.

²⁸ Propos recueillis à travers l'entretien téléphonique avec le Syndicat National (National Workers Union) de Trinité-et-Tobago, le 10 mars 2009.

4. Les réponses régionales à la crise et leurs impacts sur la vie des femmes

Les gouvernements régionaux ont dû revoir leurs budgets (comme Trinité-et-Tobago), imposer des baisses de salaires (comme la Jamaïque) et geler les augmentations de salaire. Dans le cas de Sainte Lucie, le gel des salaires proposé a mené à des conflits entre le gouvernement et deux importants syndicats. Conscient de l'impact produit par la baisse des revenus du tourisme, le Premier Ministre de Sainte Lucie, Stephenson King, a signalé que l'île « se concentrera sur l'amélioration de la productivité tout en restant prudente sur les dépenses et la consommation »²⁹. David Thompson, le Premier Ministre de Barbade, « a assuré que toutes les précautions seront prises pour s'assurer que l'emploi ne diminuera pas, tandis qu'une attention particulière sera accordée à la protection des services sociaux essentiels » (le tableau 2 ci-dessous, fournit plus d'exemples)³⁰.

En l'absence de plans de relance dans le sud, un nombre d'agences internationales se préparent à accorder des fonds à des pays (en ce compris des prêts). Par exemple, suite au sommet du G20 à Londres, en avril 2009, il a été accordé que les ressources du Fonds monétaire international soient augmentées de 250 milliards de dollars à 750 milliards de dollars afin d'aider les pays du Sud pendant la crise (The Economist, 2009). Ce nouveau mandat génère beaucoup d'inquiétudes,³¹ car les politiques du FMI continuent à être désavantageuses pour les économies du Sud (Girvan, 2009).

Pendant la réunion régionale du Conseil monétaire de l'ECCB tenue en février 2009, des mesures ont été adoptées pour atténuer l'impact de la récession économique mondiale. Ces mesures consistent à assurer la stabilité de la monnaie; à mettre en application des programmes d'investissement public « dans les secteurs qui pourraient engendrer le plus d'avantages économiques à court terme né-

cessaires à la reprise; [et] pour [renforcer] les filets de protection sociale destinés aux groupes les plus vulnérables » (Lesroy Williams, 2009). Dans la même ligne, le CARICOM a établi un Groupe de travail régional sur les implications politiques de la crise financière et économique mondiale (en anglais: Regional Task Force on Policy Implications of the Global Financial and Economic Crisis) pour contrôler les impacts de la crise³².

A ce jour, le Bureau des femmes de Curaçao (en anglais: The Curacao women's desk) a rédigé un document, présenté au gouvernement³³ pour le pousser à agir, dans lequel il identifie des crises sociales afin de souligner les problèmes les plus coûteux et complexes. En outre, les Ministres du tourisme se sont réunis à l'Organisation des Etats des Caraïbes de l'Est (OECS, sigle anglais pour Organisation for Eastern Caribbean States) en décembre 2008 pour évaluer les conséquences du déclin du tourisme (l'OECE, 2008).

²⁹ Caribbeanwriter, 2009.

³⁰ Caribbeanwriter, 2009.

³¹ Récemment, le Premier ministre Manning de Trinité-et-Tobago, dans son allocution à la Commonwealth Business Forum, le 21 Mai 2009, a appelé à la réforme du FMI et au changement de la stratégie qui impose des conditionnalités onéreuses pour lesquelles il est devenu célèbre.

³² Le tableau 2 donne plus d'exemples sur les réactions à la crise au niveau national, régional, et international.

³³ Réponses par courriel à un questionnaire de Geraldine Archer, représentante Nationale de l'Association caraïbienne pour la recherche et l'action féministe (CAFRA- sigle anglais pour Caribbean Association for Feminist Research and Action).

Tableau 2. Tableau sommaire des répercussions de la crise sur les pays des Caraïbes et en particulier sur la Barbade, la Jamaïque et dans des pays sélectionnés de l'OECS**Pays**

Impacts économiques de la crise (sectoriels)	Baisse des recettes du tourisme; pertes d'emplois dans le secteur des télécommunications (Barbade). Baisse des recettes du tourisme; diminution de l'investissement étranger dans les secteurs de l'alumine et de l'acier; pertes d'emplois dans le secteur manufacturier; pertes d'emplois dans le secteur du tourisme (dans toute la région des Caraïbes). Baisse des recettes du tourisme; pertes d'emplois dans le secteur du tourisme (dans toute la région des Caraïbes).
Impacts sociaux de la crise	Diminution des transferts de fonds (Barbade, Jamaïque); retour des migrants (Jamaïque).
Réactions nationales	Programme d'éducation financière de la Banque centrale de la Barbade depuis 2008 (gestion de fonds et planification financière personnelle). Développement du marketing touristique au sein du marché des E.-U.; coupes budgétaires; coupes salariales et gel des salaires; augmentation de 20% du salaire minimum; augmentation par le Gouvernement du plafond d'emprunt public; USD 12 milliards (Jamaïque).
Commerce et fiscalité	Élimination de la taxe à la consommation sur certains articles (principalement sur la nourriture) (Antigua-et-Barbuda); réduction des frais administratifs sur certains articles (Antigua-et-Barbuda); suspension du tarif extérieur commun sur 31 produits alimentaires et non-alimentaires (Saint-Christophe-et-Niévès); réductions tarifaires pour certains articles (principalement les produits alimentaires) (Dominique); coupes budgétaires (Santa Lucia); coupes de salaire et gel des salaires (Santa Lucia); amélioration de la productivité et du contrôle de la consommation (Santa Lucia); augmentation des subventions pour la farine, le riz et le sucre (Santa Lucia); suspension du tarif extérieur commun et de la taxe à la consommation sur neuf articles (Santa Lucia); le nombre d'aliments de base et d'articles relatifs à la santé sujets aux contrôles des prix a augmenté de 15 à 44 (St Lucia); suspension du tarif extérieur commun sur certaines marchandises (Grenada); examen du tarif extérieur commun sur 31 produits alimentaires et non-alimentaires (Saint Vincent et les Grenadines).
Réactions nationales Politiques sociales / sectorielles	Accroissement des services publics subventionnés pour les retraités et les paiements de pension (Antigua-et-Barbuda); distribution de 224 acres de terre aux ouvriers ruraux pour la production agricole (Saint-Christophe-et-Niévès); contrôle des prix étendu à un plus grand nombre de marchandises (Saint-Christophe-et-Niévès); révision du salaire minimum (Saint-Christophe-et-Niévès); l'aide sociale a augmenté de 10% (Dominique); salaire minimum accru (Dominique); exemption des frais d'hôpitaux pour certains secteurs de la population (Dominique); augmentation dans la subvention pour le transport scolaire (Dominique); programme pour l'octroie de lait gratuit aux familles avec des enfants en bas âge et des personnes avec des besoins spéciaux (Grenada).
Réactions Régionales	Groupe de travail du CARICOM sur les implications politiques de la crise financière et économique mondiale (dans toute la région des Caraïbes)
Réactions Internationales	Fonds du FMI et du G20; renforcement du réseau de l'UNESCO sur les Etudes globales sur les femmes et le réseau de recherche sur les genres; le BID a octroyé USD 90 milliards en prêts pour l'Amérique Latine et les pays des Caraïbes pour les deux années à venir (dossier de la BBC News) (dans toute la région des Caraïbes).
Demande d'assistance Internationale	Formulaire d'assistance financière du FMI pour la facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE) (Saint-Christophe-et-Niévès); formulaire d'assistance financière du FMI pour la facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE) (Dominique); formulaire d'assistance financière du FMI pour la facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE) (Sainte Lucie); formulaire d'assistance financière du FMI pour la facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE) (Saint-Vincent et les Grenadines).

Source: Caribbean Writer 2009; Caribbean Net News 2009; Mc Clatchy 2009; Caribworldnews 2009; BBC Caribbean News in Brief 2009; UN ECLAC 2009.



Le Bureau des femmes de Curaçao dénonce les impacts de la crise en fonction des genres ainsi que l'insuffisante protection accordée aux femmes par les premières mesures politiques adoptées. Jusqu'ici Curaçao n'a réalisé aucune campagne, conférence, ou atelier traitant ce problème dans le pays. L'impact de la crise financière sur les femmes de Curaçao a entraîné la multiplication des demandes d'aliments, l'augmentation des dénonces de violence familiale, l'incapacité de payer les frais pour la garde des enfants, et l'accroissement du travail sur le marché noir, entre autres³⁴.

Cette situation n'affecte pas uniquement Curaçao, cependant, si l'on analyse les réactions des sources régionales, nous notons que, jusqu'ici, les impacts sexospécifiques de la crise n'ont été que très faiblement identifiés. Les débats autour de l'augmentation du chômage et de la pauvreté ne parviennent pas à prévoir ou à identifier les conséquences de ces facteurs sur les femmes et les enfants. Si l'égalité des genres n'est pas suffisamment prise en compte par les politiques adoptées, il est plus que probable qu'elles ne sauront pas répondre aux besoins spécifiques des femmes.

5. Les réponses mondiales: l'impact de genre dans la région

La Commission d'experts des Nations Unies sur les réformes du système monétaire et financier international présidée par Joseph Stiglitz, a voulu souligner les importantes limitations de l'approche du G20 pour résoudre la crise. Son argument principal est que les défaillances de l'économie américaine ont entraîné des conséquences mondiales et c'est pourquoi les solutions devraient avoir une envergure mondiale également. Étant donné que le processus du G20 exclut 172 pays, la Commission privilégie « les institutions représentatives ayant une légitimité politique et qui représentent le monde » (TWN, 2009). Nous rappelons ici que les Etats des Caraïbes et

les femmes du Sud sont exclus de manière récurrente des négociations.

La Commission reconnaît aussi que la limitation principale des réactions des différents pays est le manque d'envergure de leurs politiques nationales. Elle recommande à la place d'établir « une réponse mondiale coordonnée » avertissant que l'ampleur des réactions nationales sera trop limitée (TWN, 2009). Les plans de relance sont vus, en outre, comme essentiels pour tous les pays, afin de surmonter la crise. Pour remédier à l'incapacité des pays pauvres (y compris les Caraïbes) à mettre en application et à financer des plans de relance économique, la Commission recommande que les pays du Nord accordent un financement substantiel supplémentaire et qu'ils « ... réservent 1% du montant de leur plan de relance aux pays en voie de développement » le tout géré à travers des nouvelles facilités de crédit et sous le contrôle « d'une gouvernance démocratique » et avec « une représentation plus forte des pays en voie de développement » (TWN, 2009).

Dans son communiqué final, le G20 a reconnu la dimension humaine de la crise et s'est engagé à prendre en compte les femmes dans l'élaboration de ses plans pour créer de l'emploi, en déclarant que les pays du G20 veilleront à établir un marché du travail juste et conciliable avec la vie familiale pour les femmes et les hommes. Par ailleurs, ceux-ci ont annoncé qu'ils soutiendront l'emploi en stimulant la croissance, en investissant dans l'éducation et la formation, et à travers des politiques actives pour le développement du marché du travail, se concentrant sur les plus vulnérables » (G20, 2009 : Par. 26).

Cet engagement répond au conflit travail-famille, une problématique dans laquelle l'OIT est particulièrement engagée. Bien que visant à stimuler des partenariats mondiaux,

³⁴ Réponse par e-mail de Geraldine Archer, représentante nationale du CAFRA.

ces recommandations manquent de mécanismes clairs pour l'exécution et pour la mobilisation des gouvernements. Par conséquent il est difficile de voir ceci comme une véritable stratégie. Ces recommandations pourraient bénéficier indirectement les femmes des Caraïbes, néanmoins pour affronter les impacts sexospécifiques de la crise, il sera nécessaire d'obtenir le suivi des institutions internationales ainsi que des organisations régionales de femmes. Cependant, les organisations de femmes des Caraïbes n'ont pas encore adopté de réponse régionale commune à la crise. Elles sont encore préoccupées par les retombées des politiques néolibérales, dont nous pouvons citer entre autres, les problèmes de genre et de commerce, les violentes réactions envers les mouvements de femmes, l'inégalité, la violation des droits humains, et la croissance de la violence familiale. Même si elles formulent des déclarations au niveau national, une réponse régionale à la crise n'a pas encore été formulée.

6. Conclusions



Cette crise financière a généré des impacts sur l'égalité des genres. C'est pour cela que nous recommandons vivement l'engagement des organisations et des institutions de femmes dans le dialogue afin de résoudre la crise. Les organisations de femmes devraient prendre l'initiative, aux côtés d'autres ONG progressistes, de créer des nouvelles solutions, de coordonner et mettre en application des réponses à la crise dans la région. Il est nécessaire d'obtenir des données détaillées sur l'emploi dans divers secteurs afin d'évaluer l'impact genré. Les gouvernements et les organisations de femmes devraient donc soutenir cette production de données.

Les organismes régionaux recommandent de maintenir les dépenses vouées aux politiques sociales ou à l'investissement public. Si, en plus, des stratégies de ressources humaines sont établies à travers la formation des

femmes pour développer leurs compétences ou leur compétitivité, il est alors possible de compenser l'impact de la crise sur celles-ci. Il est également important de contrôler l'aide afin d'anticiper les possibles signes de déclin et ses conséquences sur les plus vulnérables. La région entière doit aussi donner la priorité à la reprise du secteur agricole - en se concentrant sur la production alimentaire régionale pour la consommation locale et pour l'exportation – et soutenir le système commercial inter-île à travers lequel les commerçants, dont la majorité sont des femmes, transportent de la nourriture hors frontières.

Pour que les organisations de femmes puissent jouer un rôle décisif, elles devront d'abord revitaliser leur mouvement, car il a subi un déclin générationnel et leurs politiques de transformations ont été relativement faibles parmi les plus jeunes générations. L'individualisme et l'importance du marché dans le paradigme néolibéral ont eu raison de l'organisation collective. Il est important de ne pas oublier la dévastation provoquée par les ouragans de l'année dernière dans la région de l'Océan Atlantique, et en particulier, à Cuba et en Haïti. Les femmes et les enfants d'Haïti sont vulnérables face à ce phénomène, mais la majorité des habitants des Caraïbes le sont aussi, et à cause de la crise, ils doivent déjà faire face à un accès restreint aux ressources³⁵. De sérieuses transformations sont également nécessaires dans la philosophie, l'organisation et les pratiques du FMI. Pour que ceci se produise, il est important de mobiliser la totalité du mouvement de femmes mondial pour contrôler et pour faire la critique des conditionnalités exigées aux pays du Sud par le FMI.

³⁵ Le risque persiste car la reprise économique risque d'être longue (Prensa Latina, 2008).

Des propositions de politiques basées sur la réalité régionale des Caraïbes:

1. Le bureau des femmes du CARICOM, les agences bilatérales régionales (telles que le bureau des Caraïbes d'UNIFEM), et les services liés au genre de toute la région devraient faire un rapport concernant les impacts sur les genres provoqués par la crise et l'employer pour influencer la politique régionale à travers le Groupe de travail régional du CARICOM.

2. Girvan décrit les Caraïbes comme étant « ... en marge de l'histoire et en marge de la prise de décision mondiale, sans avoir droit à une place à la table des négociations ». Le G20 tente de sortir les pays du Sud de la crise³⁶ sans que les Caraïbes soient représentés dans ce processus. Les mouvements de femmes de la région peuvent sortir les Caraïbes de leur position marginale en se plaçant stratégiquement aux premières lignes des appels des mouvements sociaux et des agences internationales qui cherchent à inclure les femmes dans le processus de restructure de l'économie mondiale et pour garantir une sécurité face au recul des acquis du développement social, en particulier en ce qui concerne le travail, la pauvreté, la réduction des inégalités et l'éducation. Ceci est particulièrement important tenant compte du fait que certains pays dans la région réempruntent au FMI dans le contexte actuel.

3. La crise économique ne devrait pas détourner l'attention sur l'amélioration des causes et des impacts du danger que représente le changement climatique dans les petites îles Etats comme celles des Caraïbes. Ces dangers ont un impact majeur sur les pauvres, y compris les femmes qui socialement et économiquement sont plus vulnérables. « Le mainstreaming de genre » devrait donc se poursuivre dans toutes les politiques tenant compte du fait que les régions adoptent et maintiennent un agenda de développement durable.

³⁶ Girvan, 14 avril 2009.

Références

Antrobus, Peggy. (2004). *The Global Women's Movement: Origins, Issues and Strategies*. London: Zed Books.

BBC Caribbean News. (2009). « Region gets financial assistance. » BBC Caribbean News in Brief, 23 avril 2009, publié à 15:53 GMT. Disponible sur: http://www.bbc.co.uk/caribbean/news/story/2009/04/printable/090423_nib-midday.shtml (consulté le 23 avril 2009).

Burnett, Verne. (2009). « Central Bank Governor: Brace for Hard Times. » *The Guardian*, 42, avril 2009.

Caribbean Impact, Caribbean Affairs. (2009). « Jamaicans feeling the squeeze in US and many returning home. » Disponible sur: http://www.caribimpact.net/v3_94_caribbean_affairs_21.html (consulté le 9 mars 2009).

Caribbeanwriter. (2009). « Global crisis impacting the Caribbean » 5 mars 2009. Disponible sur: <http://baiganchoka.com/blog/2009/03/05/global-crisis-impacting-the-caribbean-by-caribbeanwriter/> (consulté le 9 mars 2009).

Caribworldnews Business. (2009). « Caribbean Unemployment will rise in 2009, says UN. » 20 janvier 2009 . Disponible sur: <http://www.caribdaily.com/article/126375/caribbean-unemployment-forecast-to-rise/> (consulté le 4 mars 2009).

Caribworldnews Business. (2009). « Caribbean Unemployment Forecast to Rise. » 30 janvier 2009. Disponible sur: <http://www.caribdaily.com/article/126375/caribbean-unemployment-forecast-to-rise/> (consulté le 4 mars 2009).

CDB News Release. (2009). « International financial Institutions coordinate Response to Global Financial Crisis. » News Release No. 4/09-G, 13 mars 2009. Disponible sur: <http://www.caribbeanpressreleases.com/articles/4811/1/International-Financial-Institutions-Coordinate-Response-to--Global-Financial-Crisis/Page1.html> (consulté le 22 mai 2009).

Clark, Lesley. (2009). « Latin American, Caribbean migrants sending less money home. » *Mc Clatchy Newspapers*. Disponible sur: <http://www.mcclatchydc.com/328/story/64085.html> (consulté le 14 mai 2009).

CRNM Forums. (2009). « The Implications of the Global Financial and Economic Crisis. » Disponible sur: http://www.crn.org/index.php?option=com_fireboard&Itemid=139&func=showcat&catid=5&0872a8d70c6252b77261d45b4779477d=4b4717437784c2e12eec1a882985c2f2 (consulté le 21 avril 2009).

ECLAC Information Services. (2008). « Unemployment among women will rise due to Financial Crisis: Women in the manufacturing industry and commerce will be the worst hit. » Communiqué de presse, 5 décembre 2008. Disponible sur : <http://www.eclac.org/cgi-bin/getprod.asp?xml=/prensa/noticias/comunicados/5/34725/P34725.xml&base=/tpl-i/top-bottom.xml> (consulté le 4 mars 2009).

French, Joan. (1994). « Hitting Where it Hurts Most: Jamaican Women's Livelihoods in Crisis, » in Pamela Sparr *Mortgaging Women's Lives: Feminist Critiques of Structural Adjustment* London: Zed Books, p. 165-179.

Frohlinger, Carol. (2009). « The Global Recession - Is It Hitting Women Harder? » 27 février 2009. Disponible sur: <http://thethinpinkline.com/2009/02/27/the-global-recession-is-it-hitting-women-harder/> (consulté le 2 mars 2009).

Girvan, Norman. (14 avril 2009). « The Caribbean in a Turbulent World. » Colloquium Keynote Address, Colloquium Inter-American cooperation at a crossroads. Une conférence de deux jours concernant le futur des relations inter-Amériques tenue à l'Institut des relations internationales, UWQI St. Augustine, 15-16 avril 2009.

IDB. (2008). « IDB Estimates of 2008 Remittance Flows to Latin America and the Caribbean; Remittances contributing less to Regional Family Income for First Time. » Disponible sur: <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=1662094> (consulté le 4 mars 2009).

ILO News Room. (2009). « ILO warns economic crisis could generate up to 22 million more unemployed women in 2009. » ILO Subregional Office for the Caribbean News Room, 5 mars 2009. Disponible sur: http://www.ilocarib.org.tt/portal/index.php?option=com_content&task=view&id=1249&Itemid=368 (consulté le 8 mars 2009).

Levitt, Kari. (2005). *Reclaiming Development: Independent thought and Caribbean Community*. Kingston: Ian Randle Publishers.

WorldAtlas.com. Map of the Caribbean. Disponible sur: <http://www.worldatlas.com/webimage/countrys/carib.htm> (consulté le 10 mars 2009).

Mohideen, Reihana. 2009. « Economic Crisis: Skyrocketing unemployment in Asia hits women and young people hardest. » 28 février 2009. Disponible sur: <http://singabloodypore.rsfblog.org/archive/2009/02/28/economic-crisis-skyrocketing-unemployment-in-asia-hits-women.html> (consulté le 2 mars 2009).

OECS. (2008). « OECS Tourism Ministers discuss Impact of Global Financial Crisis. » 22 décembre 2009. Disponible sur: http://www.oecs.org/Press/news_tourism_ministers_discuss_financial_crisis.html (consulté le 3 mars 2009).

Pantin, Dennis. (2009). « The Global Hemispheric Crisis and Proposed Civil Society Priorities for the Summit of the Americas. Presentation at Daaga Auditorium, St. Augustine Campus, UWI, 14 avril 2009. 5th Summit of the Americas Summit Action Meeting Theme 'Multi Sectoral Partnership and Collaboration: Our Way Forward.' For Civil Society Organisations.

Prensa Latina. (2008). « Caribbean Urged to See Beyond Crisis First impact - London. » 20 décembre 2009. Disponible sur: <http://www.plenglish.com/article.asp?ID={DA730A8A-C19C-443C-9C32-9A0BC6E4329E}&language=EN> (consulté le 3 mars 2009).

Ramjet, Oscar. (2009). « Unemployment takes a serious toll on Jamaicans; 600 turn up for 10 vacancies. » Caribbean Net News, 16 janvier 2009. Disponible sur: <http://www.caribdaily.com/article/122058/unemployment-takes-a-serious-toll-on-jamaicans-600-turn-up-for-10-vacancies/> (consulté le 4 mars 2009).

Reddock, Rhoda and Yvonne Bob-Smith. 2008. « Reconciling work and Family: Issues and Policies in Trinidad and Tobago. » Conditions of Work and Employment Series No.18. International Labour Organisation, International Labour Office, Geneva.

Sakanand, Boonthan.(1998). « Recession 'Redomesticating' Women, Studies say. » IPS, Bangkok, 30 novembre 2009. Disponible sur: <http://www.hartford-hwp.com/archives/50/096.html> (consulté le 2 mars 2009).

SC Admin. (2008). « Jamaica Monitoring Effects of Global Financial Crisis Daily Caribbean. » »Press Release. com, 19 novembre 2008. Disponible sur: <http://www.caribbeanpressreleases.com/articles/4251/1/Jamaica-Monitoring-Effects-of-Global-Financial-Crisis-Daily/Page1.html> (consulté le 7 mars 2009).

Seguino, Stephanie. (Décembre 2003). « Why are women in the Caribbean so much more likely than men to be unemployed? » University of Vermont, University of the West Indies MPRA Paper No. 6507 posté le 2 janvier 2008/13:30.

Seguino, Stephanie. (2009). « The Global Economic Crisis. Its Gender Implications and Policy Responses. » Présenté le 7 mars 2009 au panel de la crise financière au sujet de la perspective de genre - 53e session de la Commission sur le statut de la femme, Nations Unies, 2-13 mars 2009.

The Economist. (2009). « The G20 and the IMF, Banking on the Fund - The IMF is getting more resources to support the world economy. If it is to succeed, it needs more reform. »The Economist.com, 8 avril 2009. Disponible sur: http://www.economist.com/opinion/displaystory.cfm?story_id=13446763 (consulté le 22 mai 2009).

Le Sommet à Londres. (2009). « The Global Plan for Recovery and Reform. » 2 avril 2009, Communiqué final, point 26, p. 8. Disponible sur: <http://www.londonsummit.gov.uk/resources/en/news/15766232/communique-020409> (consulté le 21 avril 2009).

Third World Network. (1 April 2009). « Third World Network Info Service on WTO and Trade Issues. » 4 avril 2009. Disponible sur: <http://www.twinside.org.sg/title2/wto.info/2009/twninfo20090404.htm> (consulté le 5 mai 2009).

Programme de développement des Nations Unies. (2007). « UNDP Human Development Report 2007/2008: Fighting Climate Change, Human Solidarity in a Divided World. » New York: Palgrave Macmillan, p. 229-232, 299-301 et 228-341.

UNECLAC. (2009). « The Reactions of Latin American and Caribbean Governments to the International Crisis: an overview of policy measures up to January 30 2009. » Editors: Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive; Laura López, Secrétaire de la Commission; Osvaldo Kacef, Directeur de la division du développement économique; Diane Frishman, Directeure en charge de la division des documents et publications. Santiago: Nations Unies, p.28-33. Disponible sur: http://www.cepal.org/noticias/noticias/1/34991/2009-16-The_reaction_of_LAC_governments_WEB.pdf. (consulté le 5 mai 2009.)

« UN committee concerned by impact of financial crisis on rights of women and girls. » Communiqué de presse des Nations Unies. (6 février 2009). Disponible sur: <http://www.unhchr.ch/huricane/hurricane.nsf/0/729C9B20592FE293C12575550057FE47?opendocument> (consulté le 2 mars 2009).

Williams, Lesroy W. (2009). « ECCU Feels Impact of Global Financial Crisis. » The St. Kitts Nevis Observer. Disponible sur: <http://www.thestkittsnevisobserver.com/feb2009/news9a.htm> (consulté le 2 mars 2009).

Williams, Marion Dr. (2009). « The Global Financial Crisis - Can We Withstand the Shock? » initié par Dr. Marion Williams, Gouverneur, Central Bank Barbados à la réunion de la Chambre des commerces des Barbades, Hilton Barbados, Needhams Point, St. Michael. Wednesday, 25 février 2009. Disponible sur: <http://www.bis.org/review/r090310b.pdf> (consulté le 22 mai 2009).

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

ARTICLES SOUS-RÉGIONAUX

Article 1 Amérique latine

Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres.

Par Alma Espino et Norma Sanchís

Article 2 Caraïbes

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes.

Par Rhoda Reddock et Juliana S. Foster

Article 3 Asie

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement.

Par Jayati Ghosh

Article 4 Îles du Pacifique

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu.

Par Karanina Sumeo

Article 5 Asie Centrale

L'impact de la crise économique sur les femmes en Asie Centrale.

Par Nurgul Djanaeva

Article 6 Afrique de l'Ouest

La crise financière mondiale et les femmes en Afrique de l'Ouest: Le développement des impacts et les politiques de réponse

Par Dzodzi Tsikata

Article 7 Europe de l'Ouest

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest.

Par Wendy Harcourt

Article 8 Europe Centrale et de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est

Par Ewa Charkiewicz

Article 9 États-Unis d'Amérique

L'impact de la crise économique sur les femmes aux États-Unis

Par Rania Antonopoulos et Taun Toay

Article 10 Afrique de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes en Afrique de l'Est.

Par Zo Randriamaro